

Limiter l'impact humain, social et économique de la reprise du Crédit Suisse par l'UBS

Le 19 mars, nous apprenions avec stupeur le rachat dans l'urgence de Crédit Suisse par UBS. De nombreux employés et employées de ces deux entreprises, ainsi que du secteur bancaire dans son ensemble vont être affectés par cet événement, en particulier en Suisse et dans le Canton de Vaud.

Par la présente résolution, le Grand conseil invite le Conseil d'Etat à mettre tout en œuvre pour soutenir les collaborateurs concernés afin que l'impact humain, social et économique de la réunion de ces deux acteurs importants du secteur bancaire soit le plus limité possible. Nous invitons également le Conseil d'Etat à informer le Grand conseil des actions entreprises pour amortir le choc pour l'économie vaudoise, en particulier pour les PME, mais également pour nos citoyennes et citoyens.

**sera déposée le 28.3*